

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERME EOLIENNE DE LA BESSIERE

188 rue Maurice Béjart
34080 Montpellier

Références : 12-CRARC-2025-75
Code AIOT : 0006809729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE LA BESSIERE implanté Lieu-dit Cap Redoundé 81320 Murat-sur-Vèbre. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection porte sur le respect des contrôles réglementaires relatifs à la maintenance des éoliennes et sur le suivi des mesures de protection pour la biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DE LA BESSIERE
- Lieu-dit Cap Redoundé 81320 Murat-sur-Vèbre
- Code AIOT : 0006809729

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Bessière a bénéficié d'un permis de construire en date du 16 mars 2009 délivré à la société Ferme éolienne de La Bessière. Il comprend 6 éoliennes de type ENERCON E70, ayant une hauteur de mât de 65 m et une puissance unitaire de 2,3 MW.

Le parc a été mis en service en janvier 2012. Il a fait l'objet en 2021 d'un arrêté préfectoral complémentaire portant sur le renforcement des mesures de protection pour les chiroptères et l'avifaune.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 20	
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
15	Biodiversité - Chiroptères	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1	Sans objet
16	Biodiversité - Avifaune	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2	Sans objet
17	Biodiversité - Avifaune	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2	Sans objet
18	Biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été relevée lors de l'inspection.

L'exploitant vérifiera l'identification des numéros des éoliennes sur les mâts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, Déclaration OREOL
Prescription contrôlée : I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire (...).
Constats : L'inspection constate que les données techniques du parc de La Bessière sont correctement renseignées dans la base OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Autre, Actualisation du montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent

arrêté.
Constats : L'acte de cautionnement actuellement en vigueur expire le 31/07/2025. L'exploitant indique que son renouvellement est en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, dès réception, l'acte de cautionnement actualisé des garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Une voie d'accès carrossable mène aux 6 éoliennes du parc. L'inspection constate que l'accès et les abords du site sont bien entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Autre, Contrôle des brides
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Les contrôles des brides/fixations des éoliennes sont réalisés chaque année par ENERCON lors de la 'Master maintenance' et lors du contrôle quadriennal.

<p>Par sondage, l'inspection a vérifié le dernier rapport de 'Master Maintenance' transmis par ENERCON en date du 11/10/2024 pour l'éolienne B5. Deux défauts ont été constatés sur les points de contrôle relatifs aux brides et à l'inspection visuelle du mât. L'exploitant, en lien avec ENERCON, met en place les actions correctives (un ordre de service est généré après chaque défaut et ce dernier est corrigé par ENERCON lors des prochaines maintenances ou plus tôt si nécessaire).</p> <p>Tous ces contrôles sont recensés et suivis dans l'outil de partage avec ENERCON (SIP) et dans le registre numérique de l'exploitant (GMAO).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II</p>
<p>Thème(s) : Autre, Contrôle visuel des pales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle visuel de l'extérieur des pales et des éléments associés est effectué tous les 6 mois par ENERCON.</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié les derniers contrôles visuels des pales de l'éolienne B5 réalisés par ENERCON lors de la 'Master maintenance' du 11/10/2024 (aucun défaut) et de la 'Grease Maintenance' du 02/05/2024 (aucun défaut).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III</p>
<p>Thème(s) : Autre, SIS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a transmis un tableau des SIS (détecteur de survitesse, détecteur d'incendie, capteur d'oscillation, etc.) précisant leur rôle, leur périodicité de contrôle et les opérations de maintenance associées.</p> <p>Les SIS sont contrôlés a minima une fois par an lors des maintenances effectuées par ENERCON ('Master' et 'Wind-based' maintenance). En lien avec ENERCON, l'exploitant assure un suivi de ces contrôles et met en place les actions correctives, le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV</p>
<p>Thème(s) : Autre, SIS - Registre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des équipements de sécurité et les résultats des contrôles sont recensés dans le registre de maintenance de l'exploitant (GMAO) et dans l'outil numérique de partage (SIP) avec ENERCON (rapports préventifs/curatifs, planification, etc.).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Autre, Accès aux aérogénérateurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les accès à l'intérieur de l'éolienne visitée (B5) et au poste de livraison sont fermés à clef.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Autre, Identification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Un panneau d'information au public est positionné à l'entrée du chemin d'accès aux éoliennes et au poste de livraison, indiquant clairement les prescriptions à observer pour les tiers (numéros d'urgence, consignes de sécurité, etc.).</p> <p>En revanche, l'inspection constate que le numéro de l'éolienne visitée (B5) est quasiment illisible sur le mât de l'éolienne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra modifier l'identification de l'éolienne B5 afin de la rendre lisible. Il vérifiera également la bonne identification des 5 autres éoliennes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Autre, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'intérieur du pied de l'éolienne visitée (B5) est propre et qu'aucun matériau combustible ou inflammable n'y est entreposé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tests équipements mise à l'arrêt</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19 (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance est assurée par le constructeur ENERCON qui réalise l'ensemble des tests de mise à l'arrêt au moins une fois par an lors de la 'Master maintenance' (arrêts d'urgence) et de la 'Wind-based maintenance' (survitesse).</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié le dernier rapport de 'Master Maintenance' transmis par ENERCON en date du 11/10/2024 concernant l'éolienne B5 qui ne fait état d'aucun défaut s'agissant des points de contrôle relatifs aux arrêts d'urgence. Il en est de même pour le contrôle des capteurs de survitesse figurant dans le rapport de 'Wind-based Maintenance' du 20/06/2024. L'exploitant tient à jour un registre de maintenance numérique permettant de recenser et d'assurer le suivi de ces contrôles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification électrique pour les 6 éoliennes du parc et le poste de livraison. Ces contrôles ont été réalisés par la société SOCOTEC du 16/12/2024 au 18/12/2024 et font état de quelques observations (3 défauts pour B2, 2 défauts pour B1 et B6, 1 défaut pour B4 et B5 et aucun défaut pour B3 et le poste de livraison).</p> <p>L'exploitant, en lien avec ENERCON, assure le suivi de ces observations et met en place les actions correctives nécessaires. Ces contrôles sont recensés dans l'outil de partage avec ENERCON (SIP) et dans le registre numérique de l'exploitant (GMAO).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20</p>
--

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Les déchets du parc sont stockés dans un container spécifique de type 'Eolbox mini', fermé à clé et équipé d'un dispositif de rétention. Il s'agit d'un container étanche, conçu pour trier et stocker tout type de déchets dangereux (aérosols, DEEE, batteries, huiles usagées, etc.). Par sondage des derniers bordereaux de suivi de déchets, l'inspection constate que ces derniers sont produits par la société 'CENTRALE EOLIENNE DE LA BESSIERE' puis transférés vers un site dûment autorisé à les prendre en charge (société ORTEC Industrie basée Rognac).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'inspection constate la présence d'un extincteur, facilement accessible, au pied de l'éolienne visitée B5. Ce dernier est contrôlé annuellement (dernière vérification en date du 19/11/2024 par la société PLANETA). L'exploitant a également transmis le dernier rapport de vérification de PLANETA en date du 19/11/2024 d'un deuxième extincteur présent en nacelle (non vérifié le jour de l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Biodiversité - Chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1
Thème(s) : Autre, Réduction des facteurs d'attractivité
Prescription contrôlée : Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci-après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés.

- Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts.
- Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.
- L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.

Constats :

Les abords immédiats des 2 éoliennes du parc sont bien entretenus et sans éclairage. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures de réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Biodiversité - Avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2

Thème(s) : Autre, Biomonitoring

Prescription contrôlée :

(...) Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.

Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique.

Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur de la DREAL dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring ou équivalent. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement le cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA.

L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.

Constats :

Le SDA est opérationnel depuis mai 2021 sur les éoliennes B1, B2, B5, B6 et août 2022 sur B3 et B4. Afin d'évaluer ses performances, une campagne de biomonitoring a été réalisée par le bureau d'études EXEN sur un total de 20 journées découpées en 3 périodes de forte activité des espèces cibles (septembre 2022 - juin 2023 et septembre 2023). Le protocole de suivi repose sur des prises de mesures de trajectoires d'oiseaux à l'aide de jumelles à visée laser.

Le rapport de biomonitoring a été transmis à l'inspection en juillet 2024. Des mesures correctives

ont été mises en place par l'exploitant suite aux recommandations d'EXEN.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Biodiversité - Avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2
Thème(s) : Autre, Evaluation de l'efficacité du SDA
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du SDA. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure). Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi. Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications (du système ou des paramètres) du SDA, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un SDA est opérationnel sur toutes les éoliennes du parc depuis août 2022. L'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental en date de février 2024 (suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris ; suivi de l'activité des chauves-souris ; total de 40 passages du 07/04/2023 au 15/11/2023) réalisé par le bureau d'études EXEN. Au cours de ce suivi, 2 cadavres de chiroptères et 4 cadavres d'oiseaux ont été constatés (pour rappel en 2022 : 10 cadavres d'oiseaux et aucune mortalité de chiroptères). L'impact quantitatif du parc peut être qualifié de 'faible' pour les chiroptères et l'avifaune. Les experts naturalistes estiment que les mesures correctives en place sur le parc sont efficaces (bridage chiroptères et SDA) et préconisent de poursuivre ces mesures durant la période de fonctionnement du parc.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, DEPOBIO
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3 (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate, certificat de dépôt à l'appui, que l'exploitant a déposé les données brutes</p>

du suivi environnemental 2023 dans l'outil Depobio le 24/07/2024.

Type de suites proposées : Sans suite